

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DU DÎNER OFFERT AU PALAIS D'AJUDA PAR M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ET MME EANES, LISBONNE, VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1981

11 DECEMBER 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président,

- Je commencerai cette réponse à vos souhaits de bienvenue, à votre analyse politique, à votre définition de la culture, support de la démocratie et d'une haute politique, en me réjouissant d'être parmi vous, d'être votre hôte, monsieur le Président. J'avais eu l'occasion de vous connaître et de vous rencontrer. J'étais venu à une époque où je représentais mon parti politique, mes idées.

- Je reviens vous voir cette fois-ci en représentant la France tout entière, une France heureuse de se trouver à l'aise au Portugal, sachant y trouver je ne sais quelle connivence, ce que vous appeliez la "convivialité", connivence de l'esprit, de la culture, des idéaux, une façon d'être façonnée par l'histoire, qui pendant tant de siècles a voulu que le Portugal et que la France, dans le même moment, puissent s'affirmer comme les premières nations à fonder parmi d'autres ce que l'on appelle aujourd'hui les valeurs européennes.

- Je suis donc heureux, avec ma femme, mes amis, mes collaborateurs qui m'accompagnent, d'être ce soir sur votre sol, dans votre patrie, dans ce palais, à la fin d'un repas où nous avons senti que l'amitié, au-delà même de toutes les différences politiques, unissait nos deux peuples et pouvait unir chacun de ceux, et de celles qui se trouvent autour de cette table.

- J'ai été sensible à vos propos, ayant toujours le sentiment qu'au-delà de nos personnes et de nos paroles, nous exprimions quelque chose de plus grand : nos peuples, nos patries. L'un et l'autre, l'une et l'autre engagés dans la difficulté du temps présent, forts de ce qu'ils sont, ce qu'ils ont reçu au travers du temps, forts de l'espérance pour l'avenir, mais en même temps affrontés aux rudes épreuves de moments difficiles.\

Mon propre argument sera en sens inverse du vôtre, non pas par esprit de contradiction, mais au contraire par souci de logique, puisque j'avais eu connaissance de votre toast, et que j'ai pu le suivre, grâce-à la traduction que vous m'aviez fournie, bien que mon oreille s'habitue, pouvant reconnaître ici et là les mots qui nous sont communs et qui remontent à la civilisation qui est nôtre.

- Je dirai qu'il est bon de célébrer France et Portugal, Portugal et France réunis pour une cérémonie, pour une soirée de gala, pour un bon dîner, pour l'une de ces rencontres solennelles où chacun se met dans les meilleures conditions pour rencontrer les autres. Mais en plus de cela, depuis le début de l'après-midi, dans la rue, les Portugais le long des trottoirs s'arrêtent, saluent amicalement, comme s'ils avaient quelque chose à dire à la France, soit que certains d'entre eux y soient venus travailler, ou bien s'y promener, soit que, en ignorant tout peut-être, instinctivement, les Portugais disent bonjour à la France, quand elle passe par là. A tout cela, nous sommes évidemment sensibles.

- Si l'on veut se reporter à ce que nous devons traiter naturellement, c'est-à-dire les problèmes politiques, les réalités politiques entre le Portugal et la France, apparaissent tout de même sans un éclairage heureux. Nous n'avons pas de contentieux. Avec combien de pays peut-on le dire ? Nous n'avons pas de querelles. Nous n'avons pas de passé à effacer. Nous n'avons pas de combat à enfouir dans nos mémoires. Nous n'avons pas à nous faire de compliments inutiles puisque nous ne nous sommes pas fait d'injures dans le passé. Nous pouvons parler comme cela tout simplement parce que nos peuples sont amis. Si nous n'avons pas de contentieux, nous avons des questions à traiter puisque nous effectuons des échanges, des échanges de biens, des échanges de personnes, et que chacun de ces biens et de ces personnes, entraîne tout un cortège de problèmes.\

C'est le cas des travailleurs portugais en France, qui se trouvent affrontés à cette situation, toujours difficile, toujours douloureuse, de vivre hors de chez soi, loin des siens, dans un pays, le nôtre, qui a toujours tendance à se refermer sur lui-même, parfois à ignorer les lois de l'hospitalité, à considérer que ce qui est nôtre est toujours préférable à ce qui est l'apport des autres. Qui peut prétendre surmonter aisément ce genre de difficultés ?

- Et pourtant, je peux vous dire que l'apport portugais, le plus important que nous ayons à connaître en France parmi les travailleurs étrangers, est reçu, d'une façon générale, par nos compatriotes, comme quelque chose de fécond, de positif. Je crois que les travailleurs portugais ont acquis des lettres de noblesse par la qualité de leur travail mais aussi par la qualité de leur personne. Et je veux profiter de cette occasion, mes paroles devant dépasser nos frontières, pour dire à tous les Portugais de France que le Président de la République française, de leur pays, leur adresse un salut fraternel. L'une des premières mesures prises dans les quatre premiers jours par le gouvernement que j'ai constitué après mon élection, a été de marquer notre volonté de donner un nouveau sens à nos relations avec nos frères travailleurs immigrés. Que de problèmes quotidiens, de police, de logement, d'école, de salaire, de sécurité, de famille ! Que d'inégalités accumulées à travers les temps ! Sans le vouloir, sans méchanceté. Mais c'est comme ça. Aller contre les idées reçues, aller contre les habitudes, fussent-elles mauvaises, ce n'est pas toujours très aisé. Mais je pense, et vous avez bien voulu le marquer d'ailleurs, que notre secrétaire d'Etat aux travailleurs émigrés `François AUTAIN` qui a eu l'occasion d'en parler aux Portugais l'a déjà dit avant moi : il n'est pas question pour nous de revenir en arrière. Si nous devons être prudents quant à l'entrée en France, car nous avons le devoir de défendre aussi le travail des Français, mais dans-le-cadre de la loi et de règlements connus de tous à l'avance, et non pas de façon souterraine, il est bien entendu que tout travailleur qui se trouvera sur notre sol et qui nous fait l'honneur d'apporter son travail et son intelligence, devra être considéré comme le sont nos concitoyens français, être mis dans le cas de défendre ses justes intérêts, comme le font les syndicats des travailleurs français pour ceux qui ont eu la chance et ont la chance de travailler chez eux.

- Sur-ce-plan, toute conversation sera bonne. Nous sommes entièrement ouverts pour discuter des conditions d'égalité et de justice qui devront être remplies.\

Les autres problèmes bilatéraux sont du domaine des échanges commerciaux, économiques. Il ne faut pas les négliger. Sur combien de terrains pourrions-nous, surtout sur-le-plan industriel, améliorer nos relations, aller plus loin encore ! Mais à quoi bon en parler ce soir ? C'est de l'ordre des responsables qui sont ici, des ministres qui m'accompagnent, des hauts fonctionnaires compétents. Leurs instructions, ils les connaissent. Ils n'avaient pas besoin de les connaître pour savoir où se trouvait leur devoir : développer autant qu'il est possible nos échanges.

- Veillons à ce que ces échanges soient suffisamment équilibrés pour que ne se crée pas une situation qui, sans que nous l'ayons voulu, finirait pas ressembler aux relations du fort au faible. La France ne cherche pas ce type de -rapports. D'autant plus, et nous en avons l'expérience, que le fort, le faible, d'un jour, le lendemain, le surlendemain, qui est fort ? Qui est faible ? La solidarité passe avant tout. Nous avons besoin les uns des autres, et c'est cela la leçon de chose.

- C'est pourquoi lorsque nous parlons ensemble, nous trouvons très rapidement un terrain solide : nos expériences d'abord, nos expériences à l'extérieur. J'ai déjà dit le long passé, les relations fructueuses, les échanges culturels. Mais il y a aussi la réalité moderne. Votre expérience en Afrique et la nôtre. La période coloniale dépassée, la grande leçon que vous en avez tirée, que nous en avons tirée. Le courage de ceux qui, les premiers, ont su intellectuellement et politiquement franchir la passe et dire "ç'en est fini", face aux intérêts qui résistaient, face aux nostalgies inutiles. Le courage politique de refuser des relations de domination ou d'oppression pour choisir avec ceux qui avaient tant besoin d'indépendance et d'unité, et leur dire : "désormais, notre relation sera celle de pays souverains et libres". Vous l'avez fait. Ceux qui ont eu ce courage marqueront leur temps et resteront dans l'histoire de leur pays.

- Au-cours des conversations particulières autour de cette table, vous-même qui rentrez d'un long périple en Afrique et moi-même qui en reviens aussi, avons constaté ce soir que ce changement de cap, ce nouveau type de relation mis en oeuvre depuis si peu d'années, avait cependant suffit pour renverser la tendance. Après tant et tant de décennies où l'un dominait, où l'autre était dominé, l'un et l'autre ont su surmonter le passé. Les relations les plus fortes qui s'établissent aujourd'hui sont celles qui réunissent les peuples devenus indépendants et l'ancien pays colonial dès lors qu'il ne reste de cette époque que les bienfaits de la culture, du langage, de l'appréhension du monde moderne et que, débarrassés de tous les autres types de relation, on peut désormais parler les uns et les autres de la fondation d'une nouvelle civilisation par l'interpénétration des traditions, des rites et des cultures.\

Cette expérience, le Portugal, comme la France, y est engagé. Et cette similitude nous permet peut-être, dans le concert des nations, d'avoir une certaine voix, la même, qui nous permet aujourd'hui de parler

ans le concert des nations, d'avoir une certaine voix, la même, qui nous permet aujourd'hui de parler au nom d'un très grand nombre. D'avoir aussi une nouvelle appréhension des relations Nord-Sud ou des relations entre les pays industriels et les pays qui ne le sont pas. Le Portugal est un pays mieux placé encore pour établir l'union entre ces deux notions, ayant à la fois des perspectives industrielles et connaissant lui-même le poids des vieilles traditions, des organisations rurales, et du développement à rattrapper, selon l'exemple des grands pays du Nord. Je me réjouis de la concordance de nos conceptions sur ce point de vue.

- Si le monde industriel, dit du Nord, considère ce que l'on appelle le Sud, ou l'ensemble du tiers monde, seulement sous l'angle de la stratégie et comme autant de positions à prendre, d'isthmes, de caps, de rochers, d'îles, de routes mondiales à tenir à la façon du XXème siècle, qu'en sortira-t-il ? Voilà l'un des deux dangers les plus évidents qui pèse sur nous, l'autre étant le développement des affrontements nucléaires : le développement, si j'ose dire, la contagion de la misère. Ces six milliards d'êtres humains dans 20 ans, parmi lesquels l'Europe ne représentera, je crois, que 5 %, cette puissance des masses affamées, misérables, assaillies par toutes les forces de la nature, le soleil et le froid, tenaillées par la faim.. Comment imaginer que ces peuples civilisés - et les nôtres le sont - pourraient faire autre chose que d'aborder le siècle prochain en ayant dominé ces problèmes et en ayant compris que la politique à l'égard du tiers monde, qui ne peut pas être simplement recouverte par ce que l'on appelle la générosité bien nécessaire cependant, est notre intérêt.

- C'est notre intérêt à la fois pour interdire les grands affrontements obscurs qui attendent l'humanité mais c'est aussi notre intérêt économique. Quand on pense que la Communauté européenne `CEE`, l'Europe du Marché commun, dont je dirai un mot tout à l'heure, exporte à l'heure actuelle, 40 % environ de ses productions vers les pays du tiers monde, pouvons-nous nous imaginer portes et fenêtres fermées, empêtrés dans nos incapacités, produisant pour vendre, à qui ? Face à ces masses, démunies des moyens d'acheter, de consommer, donc de produire.\

`Relations Nord-Sud` Quelle folie, que l'Occident perde tant de temps, et prenne tant de peine pour rien faire, ou pour faire si peu ..., pour contester des négociations dites globales avec l'ensemble du tiers monde, pour chipoter sur le développement des énergies au bénéfice des pays qui n'ont pas de pétrole mais qui disposent de formidables réserves de toutes sortes dont nous serions les premiers à profiter ! Quelle folie, cette situation où tant de pays dits pauvres ne le seraient pas, si l'on ne spéculait sur les matières premières dans quelque bureau de Londres, de New York ou de Chicago. Le café perd 50 % de sa valeur sur un an. Comment engager le moindre plan de co-développement sur 2 ans lorsqu'on est dans cette situation ? Par la stupidité et l'égoïsme de notre système économique, nous condamnons tous ces pays à souffrir davantage, alors qu'il suffirait d'un peu de raison, d'un peu d'envergure, d'une conception du monde de demain alors que, tout en ayant accompli une action conforme aux valeurs que nous proclamons sans toujours les servir, nous bénéficions les premiers de la capacité nouvelle de produire et de participer au développement général de ces milliards de consommateurs.

- Eh bien cela, on le comprenait dans votre toast et je l'ai compris dans mes conversations avec les hommes politiques du Portugal que j'ai eu la chance de connaître, dans toutes les conversations que j'ai pu avoir avec certains de vos intellectuels. C'est un grand mouvement de pensée, dont je ne dirai pas qu'il recouvre la totalité de votre population. Mais, de même que pour la France, je me suis rendu-compte à quel point le Portugal comprenait ce devoir de voir, mais aussi d'avoir cette politique qui n'attend que d'être intelligente pour être productive.

- Telle est en tout cas la position de la France dans les instances internationales. C'est ce que nous avons fait avec mon ami Claude CHEYSSON au sommet d'Ottawa. C'est ce que nous avons fait à la conférence de Cancun. C'est ce que, j'espère, avoir le bonheur de faire en votre compagnie dans les conférences où nous nous rencontrerons. Car le Portugal et la France sont capables de comprendre et d'agir dans ce sens. Et en France, je sais, je l'ai dit qu'il peut en être de même ici, ces positions sont comprises de plus en plus, par-dessus les traditionnelles barrières politiques, par vos hommes d'Etat, par les nôtres capables d'ouvrir les yeux sur l'avenir en abandonnant une conception périmée d'intérêts eux-mêmes dépassés.\

Alors l'Europe ? Eh bien c'est justement là une des tâches de l'Europe. Elle commence à le faire, il faut le reconnaître. "L'Europe", le terme est impropre. L'histoire et la géographie me démentent. Après tout,

l'histoire de la Communauté des Dix, c'est l'histoire du hasard. Qu'est-ce que c'est que cette Europe dont je parle ? Elle a été faite comment ? Moi, je l'avais appris dans mes livres. En géographie, je savais, comme chacun, que l'Europe partait de Gibraltar et allait jusque sur la frontière des sommets de l'Oural. Il paraît que ce n'est plus vrai.

- J'avais appris que quelques nations s'étaient distinguées dans les siècles anciens : l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre, la France, premières nations en Europe, avant que cela ne suive. J'avais de l'histoire une idée peut-être un peu close sur cette vieille Europe. Mais qu'est-ce que c'est que cette Europe découpée en morceaux, déchirée par deux guerres mondiales, qui détermine ses frontières à l'intérieur d'elle-même au gré des idéologies et des systèmes économiques ? Au point que je me suis habitué à parler comme je viens de le faire commettant l'erreur majeure, j'ai dit l'Europe, alors que dans cette Europe, au fond, il n'y avait pas le Portugal - puisque je pensais à la Communauté des Dix - et qu'il n'y avait pas non plus l'Union soviétique. Il n'y avait pas non plus la Pologne, il n'y avait pas non plus la Tchécoslovaquie. Il n'y avait pas non plus la Yougoslavie. Il n'y avait pas non plus tous les autres. Il n'y avait pas non plus le Portugal ni l'Espagne. Vous voyez comme les habitudes se prennent ! Il faut donc, autant que possible, en changer. En effet notre Communauté des Dix qui marche vaille que vaille mais qui tout de même avance, qui a représenté il y a peu, avant la crise du pétrole, la première puissance commerciale du monde. Elle représente assez de millions d'hommes et de femmes pour être capable de produire au premier rang du monde, non seulement sur-le-plan commercial mais sur-le-plan de sa puissance industrielle, et pourquoi pas, pour peu qu'on s'organise pour obtenir une puissance agricole comparable avec celle des ses principaux concurrents.\

Cette Europe-là reste à faire. Déjà s'éloigne le moment où cette Europe était habitée par la grande idée de se faire. Je me souviens d'avoir participé au premier congrès européen. C'était en 1947, deux ans après la fin de la guerre, la 2ème guerre mondiale et je siégeais ce jour là, j'étais un jeune parlementaire, je siégeais à côté de députés allemands qui deux ans plus tôt occupaient mon pays. C'était mon choix. J'y suis resté fidèle même si j'ai parfois résisté et je crois avoir bien fait, à certaines arrivées de nuées européennes, c'est-à-dire à l'illusion d'inventer une Europe qui n'existait pas encore.

- Mais tout de même la grande idée : faire l'Europe !

- Aujourd'hui, on a tendance davantage à céder à l'Europe des comptables. Chacun prend sa plume, chausse ses lunettes et au moment d'établir ses chiffres, considère qu'ayant moins gagné que perdu sur l'année en-cours, demande aussitôt qu'on lui rende le non gagné de telle sorte que l'Europe ne serait plus qu'une association de comptables qui se restitueraient à la fin de l'exercice les petites avantages et les petits inconvénients. D'Europe, de communauté plus question. La France s'est engagée contre cette tendance et souhaite, c'est ce que j'ai ressenti dans votre appel, monsieur le Président, que l'Europe aille plus loin, c'est-à-dire qu'elle retrouve - oh ! pardonnez cette expression un peu banale qui mériterait d'être bien expliquée et qui a une valeur plus spirituelle que politique - un peu son âme.

- Quelle est cette âme ? Elle est faite de l'association de valeurs qui éveillent et réhaussent l'esprit, frappent l'imagination, touchent le coeur et finalement engagent le corps psychique de l'Europe, entraîné par un peu de rêve, beaucoup d'imagination et surtout beaucoup de volonté.

- J'ai senti ce besoin, exprimé dans votre toast. Le Portugal aspire à entrer dans cette Europe-là. Il y est déjà, en Europe, dans cette construction-là, il en mesure la difficulté. Mais, au-delà même des problèmes économiques à résoudre, il sent bien qu'il y a là comme une esquisse de quelque chose de plus grand qui, dans le respect de nos indépendances doit permettre à chacun de nos peuples d'Europe occidentale d'abord de faire face aux grands empires, d'être capable d'équilibrer les puissances, de sauvegarder le meilleur de nous-mêmes, d'être témoins et acteurs de l'histoire, bref, de continuer d'être présents.\

Sur-le-plan de la politique, inutile de vous dire, pardonnez-moi même de le répéter, que la France n'hésite pas un instant à dire que le Portugal y a sa place. Européen, le Portugal l'est tout autant que nous, nous Français. Le Portugal c'est par l'histoire et la géographie, par sa culture, par la production de ses hommes. Il est européen, ce n'est pas la peine de le démontrer.

- Pourquoi n'est-il pas dans la Communauté `CEE` alors qu'il souhaite s'y trouver ? Quelle réponse donner à cette aspiration ? Sur-le-plan politique, il y avait une condition à remplir, elle est remplie. Je pense que la Communauté européenne ne peut comprendre dans-son-sein que des démocraties. Vous

avez fait la preuve avec sagesse, et courage, avec parfois des moments rigoureux à traverser, que vous étiez un peuple, que vous aviez une élite politique mûre pour la démocratie. Non seulement vous aviez des femmes, des hommes qui avaient porté témoignage pour les souffrances subies, la prison ou l'exil. Mais de toutes les classes de la société, de tous les milieux politiques sont sorties des générations nouvelles qui ont fait choix de la démocratie, qui se retrouvent autour de leur Président, lui-même issu d'une élection démocratique, et dont je sais qu'il est pénétré, comme je crois l'être, de son devoir, qui est non seulement de préserver la démocratie mais de la porter plus haut. Alors on entre maintenant dans les affaires comptables, comment est-ce qu'on vend ces marchandises ? A qui est-ce que vous faites concurrence ? A quel producteur français faites-vous du tort ? A quel producteur portugais faisons-nous du tort ? Qui est-ce qui y gagne ? Qui est-ce qui y perd ? En tout cas, ce qu'il ne faut pas y perdre c'est notre bon sens et voilà pourquoi j'ai déjà déclaré que le problème du Portugal sur-le-plan économique n'était pas tel que la France pouvait y faire obstacle.\

Nous ne faisons pas davantage obstacle à l'adhésion de notre voisin l'Espagne. Sur-le-plan politique, le problème se pose dans les mêmes termes. Nous admirons même le courage des dirigeants de l'Espagne qui savent, dans des circonstances qui ne sont pas aisées, donner à la démocratie ses chances. Que de raisons font que l'Espagne doit entrer dans le Marché commun `CEE` ! Mais il n'y a pas là de liens directs. On a traité avec la Grèce, on traite avec le Portugal, on traite avec l'Espagne. Il ne s'agit pas de dissocier les sorts puisqu'il s'agira de les associer dans la Communauté future, mais les négociations peuvent être différentes. Je ne dis pas cela pour écarter l'Espagne, pour dire bon, eh bien on va traiter avec le Portugal, et on va isoler l'Espagne.

- Je veux qu'on sache en Espagne que la France aspire à retrouver la communauté d'intérêts et l'intimité historique des meilleurs moments de notre histoire, que nous respectons et que nous aimons le peuple espagnol. Seulement voilà, nous savons qu'il faudra du temps pour que la Communauté actuelle soit déjà capable à l'intérieur d'elle-même de se mettre d'accord sur ses propres productions lorsque ces productions sont celles que l'Espagne nous apportera en surplus. Malheureusement cette Communauté, nous avons pu le constater à Londres n'y est pas encore parvenue. Vous voyez la difficulté qu'il y a à accueillir de nouveaux membres désirés alors que les problèmes qui seront posés par cette arrivée ne sont même pas réglés entre les pays déjà participants. Alors discutons, mettons nous face à face, parlons entre amis, et je suis sûr qu'on aboutira, à condition de ne pas faire des difficultés qu'il convient maintenant de dominer.\

M'adressant maintenant au Président de la République portugaise et à ses invités, je lui dis : la France est tout à fait prête à discuter comme il convient, dans la mesure où vous le désirez et sous réserve bien entendu de la défense de ses intérêts. C'est bien ce que je crois avoir compris de votre intervention et de tout ce que je sais de votre politique. La France est tout à fait disposée à discuter et à faciliter une décision dont nous comprenons fort bien l'importance pour vous et qui n'est pas moins importante pour nous. Ne dites pas et ne pensez pas que la France soit un obstacle à l'entrée du Portugal dans la Communauté économique `CEE`. Je pense que vous-même avez réfléchi aux difficultés que cette adhésion provoquera à votre propre économie. Il convient donc autour d'une table, de savoir de la façon la plus précise du monde ce qui est bon pour les uns pour les autres, ce qui est difficile ou dangereux. Il faut l'aborder avec le même courage : il serait sans exemple que nous ne parvenions pas à définir exactement les termes du contrat. Et puis, il y a les autres. Je parle ici au nom de la France, mais nous avons neuf autres partenaires. C'est donc dans-le-cadre de cette Communauté que nous sommes prêts à prendre nos responsabilités afin d'accueillir, les difficultés étant surmontées, notre ami le Portugal.

- Cette Europe se recomposera après ses déchirements. Après tout, si ce n'était le fait des hasards de la guerre, les vainqueurs et les vaincus d'un moment ou d'une époque, on pourrait se demander : pourquoi la Hollande et pourquoi pas l'Autriche, pourquoi la France et pourquoi pas la Pologne, pourquoi la Grande-Bretagne, etc ...? Je pourrais dire à la limite, oubliant près d'un siècle d'histoire : pourquoi pas la Russie ? Pourquoi pas ?

- Laissons le temps se faire, sachons épouser la réalité quotidienne. Aujourd'hui, le problème se pose en termes simples. Il y a un système, des systèmes. Il y a des blocs militaires, il y a des ruptures idéologiques, il y a des systèmes économiques. Abordons d'abord, dans le domaine où nous vivons, les règles de la convivialité sans nous interdire jamais à l'avenir de rattrapper ce que l'histoire et la géographie semblaient au point de départ avoir exigé.\

géographie sembleraient, au point de départ, exiger.

A l'intérieur de cette Europe, nous avons nos alliances. Nous avons d'ailleurs les mêmes, mais pas les mêmes systèmes. Vous appartenez à l'OTAN et pas nous. Très bien. Nous ne désirons pas y rentrer. Nous ne sous-estimons pas les moyens et les forces d'une alliance défensive, la nôtre, et nous connaissons le prix et le poids des solidarités. Mais puisque nous disposons d'un armement qui doit assurer notre sécurité, nous attendons de nos alliés qu'ils se comportent comme des alliés. Nous avons acquis l'autonomie de décision, nous entendons la préserver. Dans le grand dialogue entre l'Est et l'Ouest, l'Europe qui aura déjà été mise en mesure de jouer un grand rôle dans les relations du Nord et du Sud, qui le joue déjà, devraient être capable de jouer sa partition entre les deux grands blocs. C'est un des points sur lesquels je terminerai cet exposé.

- Rien ne me paraît plus important, voyez-vous que de parvenir à préserver l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Dans cette course aux armements, l'Union soviétique est la plus puissante sur-le-plan conventionnel en Europe, celui de ses armes classiques, et de loin.

- Les forces occidentales sont obligées de se mobiliser pour répondre à ce danger, comptant, à bon droit, sur la puissance américaine. Les Etats-Unis sont en mesure d'installer sur le sol de l'Europe ce qu'on appelle un système avancé ayant déjà des implications nucléaires. Voilà que le rapport de forces se remodifie. Et voilà que pour répondre à cette nouvelle situation, l'Union soviétique modernise ses fusées, installe un système qui, à son tour, apparaît menaçant car capable de détruire en un quart d'heure et à cent mètres près tout le dispositif militaire occidental, du Nord de la Norvège au Sud de l'Italie.

- Et voilà que pour répondre à cette nouvelle menace, les Etats-Unis d'Amérique annoncent pour 1983 des fusées capables de détruire les centres vitaux de l'Union soviétique en six minutes, tandis qu'il faudrait aux fusées soviétiques vingt minutes pour traverser l'Atlantique et atteindre les centres vitaux des Etats-Unis d'Amérique.

- où arrêtera-t-on ? Qui s'arrêtera le premier ? Nous serons tous pris dans l'engrenage. Il faut tout de même un moment où l'on sache dire : eh bien voilà, l'équilibre est la clé de la paix, négocions l'équilibre, discutons. Et je me réjouis que conformément à cet appel lancé par combien d'hommes d'Etat dans le monde, et particulièrement par la France, les Etats-Unis d'Amérique et la Russie soviétique aient commencé de négocier à Genève le 30 novembre. J'espère que cela continuera. De même que nous, à Madrid, nous avons continué de dire qu'il faut négocier la sécurité collective en Europe. Seulement voilà, cette Europe donne des conseils, des avis, et moi je le fais, comme les autres. Vous le feriez comme moi-même.

- Mais à quel moment avons-nous la faculté de peser vraiment sur la décision ? On se prend à rêver en disant "mais pourquoi cette Europe n'est-elle pas plus unie au point de savoir s'organiser elle-même ?" Ne rêvons pas, il y faudra du temps. Dans l'Europe de la fin de siècle, l'Europe doit d'abord chercher à reformer ses bases, à retrouver une volonté politique, un idéal commun, associer ses intérêts. Et puis le temps passera et j'espère qu'un moment viendra où l'Europe sera capable d'affirmer par elle-même les conditions de son indépendance.

Je souhaite, monsieur le Président, que le Portugal soit intimement associé à ces démarches. Vous en avez le droit. Vous avez ouvert les routes du monde, les routes de la planète, les chemins de la physique planétaire. Par vos écrivains, par vos savants, vous avez parfois ouvert les chemins de l'esprit par tous ceux d'entre vous, Portugais, qui se sont illustrés dans la recherche spirituelle où vous avez souvent été les premiers.

- Alors, voici le moment de lever mon verre pour porter un toast à l'amitié personnelle qui me lie à nombre d'entre vous qui m'ont appris à connaître le Portugal au cours de ces dernières années et les Portugais à l'amitié entre nos peuples et à l'amitié, monsieur le Président, qui j'espère facilitera encore entre deux chefs d'Etat, le Président de la République portugaise et le Président de la République française, le dialogue nécessaire qui ne peut jamais se réduire à un débat de marchands ou de commerçants mais doit toujours s'élever au niveau de relations capables de transcender les intérêts.

- J'ai senti, au travers de nos conversations, que telle était votre pensée et sans doute votre caractère. Je suis venu dire ici à ce pays, comme je le dirai demain devant ce Parlement, devant ce pays qui trouve ses assises, et conforte ses institutions, devant ce pays qui a su traverser sans crise majeure, malgré tous les problèmes posés, le difficile apprentissage de la démocratie. Tous ces projets que nous

pouvons mener à bien ensemble, comme ils sont exaltants ! Comme la politique prend un attrait et une couleur nouvelles lorsqu'elle sort des simples jeux auxquels on a parfois tendance à s'attarder !

- Je lève mon verre, monsieur le Président, à la santé du Portugal, au bonheur de votre peuple. Je lève mon verre à votre honneur et à votre réussite personnelle en tant que responsable de ce pays, à votre bonheur personnel, madame, monsieur le Président, pour tous ceux qui vous sont chers, pour votre famille, les vôtres. Je lève mon verre à l'amitié de nos deux peuples.\